

POLITIQUE

Point de vue

« Vous avez dit socialisme ?... »

II. — L'union de la gauche n'a jamais été si belle

par JEAN-PIERRE COT
et DOMINIQUE TADDÉI (*)

Dans un premier article, Jean-Pierre Cot et Dominique Taddéi ont expliqué pourquoi ils refusaient la tentation social-démocrate (le Monde du 13 septembre).

La gauche part en lambeaux. Les ministres communistes quittent le gouvernement. M. Roland Leroy proclame la cure d'opposition. Qui ose parler d'union de la gauche aujourd'hui !

Le paradoxe n'est qu'apparent. Si on considère l'union de la gauche comme une situation, un état de fait, elle est bien morte. Mais la perspective se transforme si on l'analyse comme une stratégie, celle définie en 1971 à Epinay.

Souvenons-nous. François Mitterrand proposait d'aller au plus court et de conclure une alliance sans illusions, admettant l'antagonisme entre les deux parties, pariant sur l'inversion du rapport des forces. Il entendait, par l'union, disputer au Parti communiste le terrain où ce dernier s'était retranché, celui de l'expression des intérêts des travailleurs, donc de la gauche. A Vienne, en 1975, lors du congrès de l'Internationale socialiste, le premier secrétaire du parti avouait publiquement son dessein : il s'agissait, par l'union, de réduire l'influence du Parti communiste dans la gauche unie.

Le Parti communiste avait de longue date adopté la même attitude et entrainé dans l'union sans romantisme. Etienne Fajon résumait l'analyse des communistes : l'union est un combat. L'innovation venait des socialistes, qui, se débarrassant de leurs frayeurs et de leurs illusions, acceptaient la même règle du jeu.

L'union est un combat, c'est une alliance conflictuelle, une pression constante exercée sur le partenaire. Elle n'exclut pas, au contraire, la scène de ménage, la brouille, la crise de nerfs, la séparation, le retour au foyer. A la limite, elle n'a pas besoin de l'acquiescement du partenaire. « Etre unitaire pour deux », l'expression a été employée, tour à tour, par les communistes à la fin des années 60, par les socialistes à la fin des années 70. Car, sous couvert d'union, il s'agit bien de continuer avec obstination le combat pour l'hégémonie dans la gauche en France.

L'obstination unitaire a payé. Les socialistes ont accru leur influence de 1972 à 1977. Après la rupture des négociations sur la réactualisation du programme commun et, alors que les communistes dénonçaient leurs partenaires en renouant avec une terminologie des années 50, eux, maintenaient stoïquement la stratégie d'union. Ils creusaient encore l'écart et permettaient à François Mitterrand de prendre sur Georges Marchais un avantage his-

torique et décisif le 26 avril 1981. Grâce aux résultats de la stratégie unitaire des socialistes, la gauche réunie l'emportait le 10 mai 1981.

En d'autres termes, l'union de la gauche n'a jamais été si fructueuse que lorsque la gauche a été désunie. En refusant l'union en 1977, le Parti communiste a créé les conditions d'un progrès sans précédent du Parti socialiste et a permis à l'ensemble de la gauche de l'emporter. Aussi le départ des communistes du gouvernement en juillet dernier devait-il encourager les socialistes à persévérer dans leur stratégie d'union, seule voie pour maintenir la gauche au pouvoir et le pouvoir à la gauche.

L'électorat centriste

Mais, dira-t-on, comment aspirer à une majorité sans réduire un électorat centriste, nécessaire apport d'une gauche minoritaire ? Sur l'électorat centriste, il y a beaucoup à dire. Il n'est pas évident que la gauche trouvera ses nouveaux électeurs parmi ceux de M. Lecanuet ou de M. Edgar Faure, plutôt que chez les abstentionnistes, les nouveaux inscrits, les électeurs de M. Chirac, voire ceux de M. Le Pen.

Au demeurant, les stratégies centristes développées sous la V^e République ont en commun d'avoir toutes échouées. Echec de la grande fédération en 1964, échec des tentatives de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing. Par une bizarre alchimie politique, les ralliements successifs du centre à la droite se sont toujours traduits par une perte de voix, non par un avantage : Duhamel et Fontanet en 1969, Lecanuet et Servan-Schreiber en 1974, n'ont guère gonflé les voiles de la majorité présidentielle. S'il peut être utile de débaucher quelques personnalités, il ne faut pas se faire d'illusions sur leur apport électoral. Il n'y a pas d'électorat centriste : il n'y a qu'un électorat flottant.

Une stratégie centriste menée à partir de la gauche se heurte à un obstacle supplémentaire, propre à la tradition historique et à la réalité sociale de gauche. Sonnant le glas de l'union de la gauche, elle ouvre sur ce flanc une occasion inespérée au Parti communiste, qui peut ainsi escompter refaire son retard, retrouver son pré carré. Or un Parti communiste renforcé, c'est une gauche minorée, affaiblie, incapable de franchir la barre de la majorité. A ceux qui douteraient encore de l'inanité d'une tentative centriste à gauche, on se permettra de rappeler le résultat électoral du dernier avatar de la sorte. Présidentielle 1969, premier tour : Gaston Defferre 5 % ; J. Duclos 23 % ; deuxième tour : la gauche est éliminée.

En revanche, un Parti communiste affaibli permet aux électeurs

d'affluer, on l'a vu en juin 1981, malgré la présence des communistes dans la coalition, puis au gouvernement.

Cette dernière remarque fait justice de l'argument parfois opposé : l'union de la gauche fait fuir l'électeur. La victoire de la gauche unie en mai 1981, la majorité massive recueillie par les partis de gauche en juin 1981 témoignent du contraire. Les sondages comme les réactions de l'opinion publique et de la presse à la présence de ministres communistes au gouvernement ont révélé la facilité avec laquelle le fait unitaire a été accepté et s'est imposé très au delà de la gauche. L'étranger même en a pris acte. Ni l'Angleterre de M^{me} Thatcher, ni les Etats-Unis de M. Reagan ne s'en sont offusqués. Il n'y a guère que le chancelier Schmidt...

La présence communiste au gouvernement en juin 1981 a banalisé l'union de la gauche. La droite a tenté, à ce propos, d'affoler l'opinion sur le péril communiste. Elle s'est trompée, rendant ainsi service à la gauche par un discours outrancier qui jurait avec la réalité.

Désormais, la stratégie d'union de la gauche est délivrée d'une suspicion qui avait servi la droite pendant tant d'années. On peut continuer à l'adapter avec sérénité. Encore faut-il que le Parti socialiste se donne les moyens de ses ambitions : celle d'une hégémonie au sens gramscien du terme, qui repose sur le convaincre et non sur le contraindre.

Pas d'élan

Parti hégémonique dans une stratégie d'union de la gauche, le Parti socialiste ? N'est-ce pas un objectif déraisonnable, une analyse absurde ?

Les résultats électoraux des socialistes sont honorables. Lors du récent scrutin européen, la liste socialiste tenait bon, cependant que la droite traditionnelle unie sous la houlette de M^{me} Veil se trouvait très en deçà de ses objectifs avoués et que les communistes s'effondraient. Mais l'étiage se trouve entre 20 % et 25 %, très loin des 30 % qui auraient fait du PS une force dominante dans le paysage politique français.

L'accès au pouvoir n'a pas donné au Parti socialiste un élan comparable à celui dont bénéficièrent, jadis, les gaullistes. Il n'a pas consolidé les progrès de 1981 et n'a même pas permis de récupérer les dégâts du communisme. Il y a de bonnes rai-

(*) Respectivement membre de l'assemblée des Communautés européennes, ancien ministre et député (PS) du Vaucluse.

sons à cela. Peu importe ! Reste le fait : la base électorale socialiste s'est rétrécie au fil des mois, pour retrouver le niveau d'avant 1981.

Quant à la base sociale du PS, à sa réalité de classe, parlons vrai ! On aime à décrire un parti constitué par un front de classe dressé autour de la classe ouvrière élargie à l'ensemble du salariat. L'électorat socialiste ressemble à s'y méprendre à la population française. Quant à l'encadrement du parti c'est l'instituteur, secrétaire de section, le professeur de CEG ou l'inspecteur des impôts à la fédération, Jacques Mandrin, c'est-à-dire l'énarchie au secrétariat national. On peut regretter, tempêter, voter des motions, prévoir des quotas, mettre en place des formations. La transformation du Parti socialiste prendra du temps. En attendant, il faut faire avec.

Comment, dans ces conditions, déployer une stratégie hégémonique ? Comment constituer autour des socialistes un bloc historique permettant de rester au pouvoir et d'y conduire une politique socialiste ? Sûrement pas avec le tout-Etat, le Léviathan, la fonctionnarisation de la société, la création d'emplois publics ou la titularisation de tous les citoyens. La revendication d'autonomie, la poussée d'individualisme sont des faits que les socialistes doivent prendre en compte pour apporter des réponses concrètes aux problèmes de notre société. Cela implique une stratégie d'alliance avec des partenaires dont on respecte l'indépendance, l'identité : partis, syndicats, associations. Tout le contraire d'une stratégie de domination.

Dans cette entreprise, les socialistes disposent d'atouts importants. Leur électorat, à l'image de la France, témoigne d'une capacité de rassemblement exceptionnelle. Leur intimité avec l'appareil d'Etat à tous les niveaux est un appoint précieux dans un pays où le rôle des pouvoirs publics reste prédominant ; être un parti de fonctionnaires ne comporte pas que des inconvénients. Enfin, la faiblesse des concurrents comme des adversaires sert le dessein socialiste en la circonstance présente. L'absence de projet et la division de la droite, l'embarras historique des communistes facilitent les choses.

Dialoguer et non noyauter

Encore faut-il assumer sa réalité pour passer les nécessaires alliances. Ayons l'humilité de reconnaître notre nature véritable et cessons de parler en termes absolus, éternels. Notre propos gagnera en crédibilité et nous pourrions peut-être éviter quelques-unes des embûches que

l'histoire des classes sociales se plaît à poser sur le parcours des partis politiques. Nourrir une ambition hégémonique, c'est en accepter les moyens. Si le Parti socialiste entend réunir un vaste électorat autour de quelques idées simples, il doit en reconnaître l'hétérogénéité.

N'ayons pas peur des mots. Il s'agit d'assumer et d'élargir sa nature de parti attrape-tout, quitte à chagriner les docteurs en stratifications sociales. Si le Parti socialiste veut attirer et non repousser, sa structure interne doit encourager la diversité, le débat. Il doit être animé par une logique du rassemblement, non de l'exclusion. Enfin le mouvement, dans la même logique, doit s'ouvrir sur les autres partenaires du mouvement social avec la volonté de dialoguer, non de dominer ou de noyauter.

Qu'on ne se méprenne pas sur le sens de ces remarques. Il ne s'agit pas de plaider pour on ne sait quelle nébuleuse susceptible d'attirer les voix centristes qui feraient la différence. C'est parce que les socialistes, depuis Epinay, ont affirmé une stratégie politique claire qu'ils peuvent se montrer ouverts, attentifs, à l'écoute de leurs partenaires. Leur fermeté sur les options de base les dispense d'un langage hermétique, d'un comportement bureaucratique, d'une tentative disciplinaire. Mais, objectera-t-on, tout cela ne fait pas une majorité en 1986.

FIN

● Le maire socialiste de Concarneau suspend les délégations de ses adjoints communistes. — M. Gilbert Le Bris, PS, maire de Concarneau (Finistère), a décidé de suspendre les délégations de ses quatre adjoints communistes. Elu au second tour des élections municipales de mars 1983 à la tête d'une liste d'union de la gauche, M. Le Bris considère que les quatre élus communistes ont commis « une action très grave ». Au dernier conseil municipal réuni pour la désignation des représentants de la municipalité au conseil portuaire, les quatre adjoints PC ont fait alliance avec la droite, empêchant ainsi M. Le Bris d'être élu.

(Publicité)

VOLEZ EN CONCORDE A PRIX CHARTER

Le 6 octobre prochain aura lieu un voyage en Concorde à destination de l'Irlande. Occasion exceptionnelle de vivre la grande aventure supersonique à moindres frais.

2 formules de Week-End vous sont proposées :
- Vol A.R. + Hôtels 4.200 F
- Vol A.R. + Loc. voitures 4.290 F
Retour prévu sur lignes régulières.
Prolongation de séjour possible.
AIRCOM (lic. 1.75.001).
93, rue de Monceau, 75008 Paris
Tél. : 522.86.46

INÉDIT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3° SUPERPUISSANCE
es Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique. Puissance financière et zone franc. Défense, sciences de pointe : les armes, classiques et nucléaires. Étendue : 2^e domaine territorial mondial (zone maritime). COM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F. franco chez l'auteur :
FRANÇOIS DE PREUIL
CHATEAU DE PREUIL
49560 NUEIL-SUR-LAYON

JAMBORÉ MONDIAL
1937 et 1947
recherche
badges et insignes
ernard B. Miller, 565 West End Ave.
New York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

le journal mensuel
de documentation politique
Après-demain
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :
LA BIOÉTHIQUE
historique, documents, bibliographie, témoignages exclusifs, exposés sur les principaux problèmes (bébés-épreuves, fères de substitution, banques de sperme, essais thérapeutiques, transplantations d'organes, euthanasie), par les meilleurs spécialistes mondiaux : D.J. Roy, J. Tesart, A. Caplan, F. Isambert, Z. Banowski, P. Verspieren, C. Labrusse, D. Rainhorn, C. Ambroselli, etc.

UN GRAND
MENSUEL POUR
TOUTE LA GAUCHE
en jeu
n° 15

EXCLUSIF RENTREE
A. LE PORS
J. POMMATAU
D. MOTCHANE

DEMOCRATIE
OU SONDOCRATIE ?
Dossier réalisé par P. Rolle.
Gérard Spitzer, J. Mauri.

J. LANG : « L'AVENIR
DU LIVRE »

et les articles de Gilles Galade, P. Quinquet, R. Le Duault, P. Magnaud, Claude Broussouloux, Alain Accardo, etc.
abonnements : 1 an, 250 F Règlement à
ditions du 10 Mai 52, rue de Bourgogne,
75007 Paris - CCP n° 17897 07 P Paris.